

*Questions orales*

[Traduction]

## ON DEMANDE DES AUDIENCES PUBLIQUES

**M. Maurice A. Dionne (Miramichi):** Monsieur le Président, j'avais adressé ma question à Charlie McCarthy, non à Edgar Bergen. Ou vice-versa; il n'y a pas grand-différence.

**Une voix:** La question vient de la Souris Miquette.

**M. Dionne:** Monsieur le Président, pendant le débat de 1981 sur VIA Rail, le Parti conservateur a soutenu qu'aucune décision concernant VIA Rail ne devrait être prise sans le «droit de tenir des audiences publiques, de se faire entendre et d'avoir l'occasion d'exprimer sa préoccupation au sujet des critères de commodité publique et de nécessité».

Le premier ministre s'engagera-t-il maintenant à tenir des audiences publiques avant qu'on n'impose des réductions de services à VIA Rail?

[Français]

**L'hon. Benoît Bouchard (ministre des Transports):** Monsieur le Président, si le député me pose la même question 20 fois, je vais lui donner la même réponse 20 fois.

\* \* \*

[Traduction]

## L'AGRICULTURE

## LES PAIEMENTS D'APPOINT AUX VICTIMES DE LA SÉCHERESSE

**M. Maurice Foster (Algoma):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Céréales. Le 10 novembre dernier, le ministre a promis d'aider les victimes de la sécheresse en leur accordant jusqu'à 40 \$ l'acre de culture du blé dans les régions les plus durement touchées de l'Ouest, et jusqu'à 50 \$ l'acre de culture du maïs dans les régions les plus durement touchées de l'Est. Or, les agriculteurs concernés n'ont encore reçu aucun paiement jusqu'ici même s'ils s'approprient à ensemercer leurs récoltes.

Le ministre pourrait-il répondre maintenant à une simple question? Les montants annoncés en novembre dernier, avec ou sans la contribution provinciale, seront-ils versés étant donné que les paiements provisoires ont été très minimes puisqu'ils sont loin de représenter 70 p. 100 de la somme promise l'automne dernier?

Le ministre paiera-t-il jusqu'à 40 \$ l'acre pour les récoltes de blé qui ont été complètement perdues dans l'Ouest, et jusqu'à 50 \$ l'acre pour les récoltes de maïs qui ont été également complètement perdues dans l'Est comme il l'avait promis dans son communiqué du 10 novembre dernier?

**L'hon. Charles Mayer (ministre de la Diversification économique de l'Ouest canadien et ministre d'État (Céréales)):** Monsieur le Président, le député sait que nous sommes en train de préparer les paiements provisoires qui s'élèvent à 12 \$ l'acre dans certaines régions de l'Ouest et à 16 \$ l'acre pour le maïs et le soya en Ontario.

Les estimations dont nous avons parlé l'automne dernier tiennent toujours. Rien n'a été changé sur ce chapitre. Ce programme a été établi en fonction de l'évaluation des récoltes d'après les renseignements que nous avons recueillis auprès des provinces, et nous avons relevé environ 65 000 producteurs admissibles aux paiements provisoires. Nous aurons mis à la poste le quart des chèques provisoires à la fin de cette semaine et nous comptons finir de poster le reste au plus tard le 3 mai prochain.

## LE MONTANT DES VERSEMENTS

**M. John Harvard (Winnipeg—St. James):** Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire pour le même ministre. Je tiens à signaler à la Chambre que le ministre représente la région où j'ai grandi.

Je n'en suis pas fier, monsieur le Président.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Axworthy (Winnipeg—Sud—Centre):** C'est gênant d'être dans la même circonscription. . .

**M. le Président:** Le député pourrait-il reformuler sa question?

**M. Harvard:** Les agriculteurs ont besoin de cet argent dès maintenant. Ils commencent les semailles. Ce n'est pas en juillet qu'ils doivent l'avoir. Ma question est la suivante: Allez-vous verser les 850 millions au complet ou allez-vous demander au gouvernement provincial d'en fournir une partie?

**L'hon. Charles Mayer (ministre de la Diversification économique de l'Ouest canadien et ministre d'État (Céréales et oléagineux)):** Monsieur le Président, je ne tenais pas à ce qu'on sache que nous avons été élevés dans la même région et je n'en suis pas fier, moi non plus. De toute façon, monsieur le Président, quand nous nous conduisons ainsi, nous pouvons difficilement prétendre que nous avons grandi.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Mayer:** Je disais donc, monsieur le Président, que je pratique l'agriculture dans la même région que le député et je sais que les agriculteurs ont besoin d'argent en juin